



KPMG SA  
Tour EQHO  
2 Avenue Gambetta  
CS 60055  
92066 Paris La Défense Cedex

# Adefo

## Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2024

Adefo

6 Rue Ez Penottes - 21000 DIJON

KPMG S.A., société d'expertise comptable et de commissaires aux comptes inscrite au Tableau de l'Ordre des experts comptables de Paris sous le n° 143008010101 et rattachée à la Compagnie régionale des commissaires aux comptes de Versailles et du Centre.  
Société française membre du réseau KPMG constitué de cabinets indépendants affiliés à KPMG International Limited, une société de droit anglais ( private company limited by guarantee ).

Société anonyme à conseil d'administration  
Siège social :  
Tour EQHO  
2 avenue Gambetta  
CS 60055  
92066 Paris La Défense Cedex  
Capital social : 5 497 100 €  
775 726 417 RCS Nanterre



KPMG SA  
Tour EQHO  
2 Avenue Gambetta  
CS 60055  
92066 Paris La Défense Cedex

## Adefo

6 Rue Ez Penottes - 21000 DIJON

## Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2024

À l'assemblée générale de l'association Adefo,

### Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association Adefo relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

### Fondement de l'opinion

#### Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie "Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels" du présent rapport.

#### Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1er janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport.



### **Justification des appréciations**

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

### **Vérifications spécifiques**

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport financier et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres.

### **Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels**

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

### **Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels**

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.



Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Chalon sur Saône, le 12 septembre 2025

KPMG SA

Sylvie Merle

Associée



## CA Bilan propre Annexe 4 (résultat non affecté) ACTIF

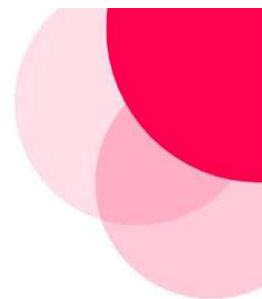
Dossier : CON - CONSOLIDATION - Périodes de : 01/2024 à 12/2024

Libellé	Montant brut 2024	Amort. et prov. 2024	Montant net 2024	Montant net 2023
<b>ACTIF IMMOBILISE</b>				
<b>Immobilisations incorporelles :</b>				
Frais d'établissement	0,00	0,00	0,00	0,00
Autres immobilisations incorporelles	158 961,97	95 188,19	63 773,78	78 826,65
Immobilisations incorporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>Immobilisations corporelles :</b>				
Terrains	0,00	0,00	0,00	0,00
Constructions	3 429 838,93	1 483 937,72	1 945 901,21	2 039 256,62
Installations techniques, matériels et outillage	600 395,59	514 807,06	85 588,53	109 583,32
Autres immobilisations corporelles	3 298 309,13	1 964 327,33	1 333 981,80	1 436 993,03
Immobilisations corporelles en cours	9 624,00	0,00	9 624,00	52 843,88
<b>Immobilisations Financières :</b>				
Participations et créances rattachées à des participations	0,00	0,00	0,00	0,00
Autres titres immobilisés	317 376,25	0,00	317 376,25	311 200,00
Prêts	208 173,00	0,00	208 173,00	182 797,00
Autres immobilisations financières	33 228,52	0,00	33 228,52	30 425,34
<b>TOTAL I</b>	<b>8 055 907,39</b>	<b>4 058 260,30</b>	<b>3 997 647,09</b>	<b>4 241 925,84</b>
Comptes de liaison (1)	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>TOTAL II</b>				
<b>ACTIF CIRCULANT</b>				
<b>Stocks et en-cours :</b>				
Matières premières et fournitures	0,00	0,00	0,00	0,00
Autres approvisionnements	0,00	0,00	0,00	0,00
En-cours de production (biens et services)	0,00	0,00	0,00	0,00
Produits intermédiaires et finis	0,00	0,00	0,00	0,00
Marchandises	0,00	0,00	0,00	0,00
Avances et acomptes versés sur commandes	94,79	0,00	94,79	3 922,79
<b>Créances (2) :</b>				
Créances redevables et comptes rattachés (3)	1 314 341,60	55 765,53	1 258 576,07	1 146 584,53
Autres créances	697 344,03	0,00	697 344,03	328 844,90
<b>Valeurs mobilières de placement</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
Disponibilités	7 125 560,24	0,00	7 125 560,24	7 708 838,19
Charges constatées d'avance	78 588,86	0,00	78 588,86	28 867,46
<b>TOTAL III</b>	<b>9 215 929,52</b>	<b>55 765,53</b>	<b>9 160 163,99</b>	<b>9 217 057,87</b>
Charges à répartir sur plusieurs exercices IV	0,00	0,00	0,00	0,00
Primes de remboursement des obligations V	0,00	0,00	0,00	0,00
Ecart de conversion (actif) VI	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>TOTAL ACTIF (I +II+III+IV+V+VI)</b>	<b>17 271 836,91</b>	<b>4 114 025,83</b>	<b>13 157 811,08</b>	<b>13 458 983,71</b>
(1) Un tableau annexé à ce bilan doit détailler les différents comptes de liaison relatifs à l'investissement, à l'exploitation et à la trésorerie pour cet établissement entre cet établissement et les autres établissements et services concernés.			0,00	
(2) Dont à moins d'un an : ..... Dont à plus d'un an : .....			0,00	
(3) Dont créances mentionnées à l'article R.314-96 du CASF.			0,00	
			1 955 920,10	1 475 429,43

CA Bilan propre Annexe 4 (résultat non affecté) PASSIF		
Dossier : CON - CONSOLIDATION - Périodes de : 01/2024 à 12/2024		

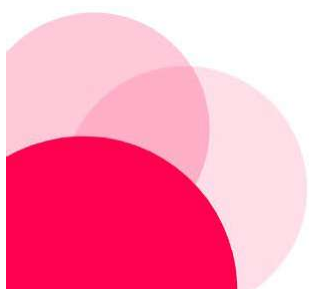
Libellé	Montant net 2024	Montant net 2023
<b>FONDS PROPRES</b>		
Fonds associatifs sans droit de reprise	493 036,70	493 036,70
Fonds associatifs avec droit de reprise :	0,00	0,00
Dons et legs	0,00	0,00
Subventions d'investissement sur biens renouvelables	0,00	0,00
Réserves :		
Excédents affectés à l'investissement	1 238 554,50	1 226 554,50
Réserves de compensation	816 351,49	771 646,81
Excédents affectés à la couverture du besoin en fonds de roulement	42 596,63	33 485,00
Autres réserves	17 165,51	17 165,51
Report à nouveau		
Report à nouveau (gestion non contrôlée)	2 155 678,42	1 598 968,77
Dépenses refusées par l'autorité de tarification ou inopposables aux financeurs		
Résultat sous contrôle de tiers financeurs	-171 403,99	199 476,46
Dépenses non opposables aux tiers financeurs		
Résultat de l'exercice (excédent ou déficit) (1)	68 526,70	251 645,51
Subventions d'investissement sur biens non renouvelables	218 179,70	171 574,74
Provisions réglementées :	429 717,89	420 490,62
dont Couverture du besoin en fonds de roulement	10 000,00	10 000,00
dont Amortissements dérogatoires et provisions pour renouvellement des immobilisations	0,00	0,00
dont Réserves des plus-values nettes d'actif	419 717,89	410 490,62
Immobilisations grevées de droits	0,00	0,00
<b>TOTAL I</b>	<b>5 308 403,55</b>	<b>5 184 044,62</b>
Comptes de liaison	0,00	0,00
<b>TOTAL II</b>		
Provisions pour risques	0,00	12 919,87
Provisions pour charges	535 768,63	538 479,64
Fonds dédiés	3 654 946,96	3 970 312,14
<b>TOTAL III</b>	<b>4 190 715,59</b>	<b>4 521 711,65</b>
<b>DETTES (3)</b>		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit (2)	598 258,77	644 638,04
Emprunts et dettes financières divers (3)	14 025,84	13 914,30
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours	0,00	0,00
Redevables créditeurs	0,00	0,00
Dettes fournisseurs et comptes rattachés (4)	555 964,98	645 424,16
Dettes sociales et fiscales	2 098 463,48	1 867 560,82
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	0,00	0,00
Autres dettes (5)	170 334,95	371 322,28
Produits constatés d'avance	221 643,92	210 367,84
<b>TOTAL IV</b>	<b>3 658 691,94</b>	<b>3 753 227,44</b>
Ecart de conversion (passif)	0,00	0,00
<b>TOTAL PASSIF (I +II+III+IV+V)</b>	<b>13 157 811,08</b>	<b>13 458 983,71</b>
(1) Dont compte 1201 et compte 1291 résultats sous contrôle de tiers financeurs.	68 526,70	251 645,51
(2) Dont concours bancaires courants et soldes créditeurs de banques		
(3) En particulier : cautions versées par les résidents à leur entrée dans l'établissement.		
(4) Dont à plus d'un an :		
Dont à moins d'un an :	555 964,98	645 424,16
(5) Dont fonds des majeurs protégés :		

Compte de Résultat des Associations et Fondations		
Dossier : CON - CONSOLIDATION - Périodes de : 01/2024 à 12/2024		
PRODUITS	Exercice 2024	Exercice 2023
<b>PRODUITS D'EXPLOITATION</b>		
Cotisations		
Ventes de biens et de services		
Ventes de biens		
<i>Dont ventes de dons en nature</i>		
Ventes de prestation de service	2 076 686,83	1 566 750,88
<i>Dont parrainages</i>		
Produits de tiers financeurs		
Concours publics et subventions d'exploitation	13 569 651,94	13 800 832,89
<i>Dont des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlées</i>	6 208 405,24	5 733 869,85
Versements des fondateurs ou conso de la dot consommable		
Ressources liées à la générosité du public	16183,62	
<i>Dons manuels</i>	16 183,62	
<i>Mécénats</i>		
<i>Legs, donations et assurances-vie</i>		
Contributions financières		
Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges	217 775,64	324 655,05
Utilisations des fonds dédiés	1 266 232,19	1 171 733,43
Autres produits	636 761,54	494 162,25
<b>TOTAL I</b>	<b>17 783 291,76</b>	<b>17 358 134,50</b>
<b>CHARGES D'EXPLOITATION</b>		
Achats de marchandises		
Variation de stock		
Achats de matières premières et autres approvisionnements	-159,76	0,00
Variation de stock		
Autres achats et charges externes	5 440 380,32	4 733 411,06
Aides financières	1 000,00	1 000,00
Impôts, taxes et versements assimilés	743 884,01	679 593,64
Salaires et traitements	6 062 314,71	5 839 344,41
Charges sociales	3 073 627,32	2 408 188,21
Dotations aux amortissements et aux dépréciations	704 539,20	669 946,21
Report en fonds dédiés	950 867,01	2 019 515,15
Autres Charges	797 302,03	763 718,38
<b>TOTAL II</b>	<b>17 773 754,84</b>	<b>17 114 717,06</b>
<b>1.RESULTAT D'EXPLOITATION (I-II)</b>	<b>9 536,92</b>	<b>243 417,44</b>
<b>PRODUITS FINANCIERS</b>		
De participation		
D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé		3 080,35
Autres intérêts et produits assimilés	42 038,74	4 520,72
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges		
Différences positives de change		
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement		
<b>TOTAL III</b>	<b>42 038,74</b>	<b>7 601,07</b>
<b>CHARGES FINANCIERES</b>		
Dotations aux amortissements, dépréciations et aux provisions		
Intérêts et charges assimilées	22 558,17	15 880,63
Différences négatives de change		
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
<b>TOTAL IV</b>	<b>22 558,17</b>	<b>15 880,63</b>
<b>2.RESULTAT FINANCIER (III-IV)</b>	<b>19 480,57</b>	<b>-8 279,56</b>
<b>3.RESULTAT COURANT avant impôts (I-II+III-IV)</b>	<b>29 017,49</b>	<b>235 137,88</b>
<b>PRODUITS EXCEPTIONNELS</b>		
Sur opérations de gestion	51 914,23	889,47
Sur opérations en capital	19 311,04	22 265,15
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges		
<b>TOTAL V</b>	<b>71 225,27</b>	<b>23 154,62</b>
<b>CHARGES EXCEPTIONNELLES</b>		
Sur opérations de gestion	18 296,79	49,67
Sur opérations en capital		2,20
Dotations aux amortissements, dépréciations et aux provisions	9 227,27	5 953,12
<b>TOTAL VI</b>	<b>27 524,06</b>	<b>6 004,99</b>
<b>4.RESULTAT EXCEPTIONNEL (V-VI)</b>	<b>43 701,21</b>	<b>17 149,63</b>
Participation des salariés aux résultats (VII)	0,00	0,00
Impôts sur les bénéfices (VIII)	4 192,00	642,00
<b>Total des produits (I+III+V)</b>	<b>17 896 555,77</b>	<b>17 388 890,19</b>
<b>Total des charges (II+IV+VI+VII+VIII)</b>	<b>17 828 029,07</b>	<b>17 137 244,68</b>
<b>EXCEDENT OU DEFICIT</b>	<b>68 526,70</b>	<b>251 645,51</b>



# Annexe aux comptes annuels

de l'exercice clos le 31/12/2024



## Table des matières

1	Objet social
2	Nature et périmètre des activités ou missions sociales réalisées
3	Description des moyens mis en œuvre
4	Faits caractéristiques d'importance significative, de l'exercice et postérieurs à la clôture
4.1	Faits caractéristiques de l'exercice
4.2	Faits caractéristiques postérieurs à la clôture
5	Principes et méthodes comptables
5.1	Principes généraux
5.2	Déroptions
5.3	Principales méthodes comptables
6	Informations relatives aux postes du bilan
6.1	Actif immobilisé
6.1.1	État de l'actif immobilisé (brut)
6.1.2	Amortissements de l'actif immobilisé
6.1.3	Titres immobilisés
6.2	Actif circulant
6.3	Fonds propres
6.3.1	Tableau de variation des Fonds propres
6.3.2	Subventions d'investissement
6.4	Fonds reportés et dédiés
6.5	Tableaux de variation des provisions
6.6	Dettes
6.6.1	Emprunts et autres dettes assimilés
6.6.2	Précisions sur d'autres dettes
6.6.2.1	Dettes sociales et fiscales
6.6.2.2	Autres dettes
6.7	Etat des échéances des créances et des dettes
7	Informations relatives au Compte de résultat
7.1	Résultats par activité ou établissement
7.2	Passage du résultat comptable au résultat administratif
7.3	Produits du compte de résultat
7.3.1	Cotisations sans contrepartie
7.3.2	Produits de tiers financeurs
7.3.2.1	Concours publics
7.3.2.2	Subventions
7.3.2.3	Tableau des subventions
7.3.3	Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges
7.4	Produits du compte de résultat
7.5	Informations relatives aux dirigeants
8	Informations relatives à l'effectif
9	Autres informations relatives aux opérations et engagements hors bilan

## Objet social

L'objet social de notre entité est décrit ainsi dans les statuts :

« L'Association considère la primauté de la personne en souffrance et en situation ou risque d'exclusion sociale, quel que soit l'âge (enfants, adultes). Cette primauté est inscrite dans ses valeurs et dans les méthodes qui en découlent.

Ses réponses sont dans la prévention, dans l'accueil, l'entraide, l'accompagnement de toute personne ou famille en difficultés personnelles et/ou sociales. La solidarité, la justice sociale constituent le terreau d'actions collectives visant à créer du lien social et à favoriser pour chacun le plein exercice de sa citoyenneté. »

Les organes statutairement compétents de notre entité ont fixé différents objectifs pour réaliser l'objet social. Ces objectifs constituent le « projet de notre entité » pour lequel des réserves sont constituées le cas échéant dans nos fonds propres.

## Nature et périmètre des activités ou missions sociales réalisées

La nature des activités ou missions sociales réalisées durant l'exercice peut être résumée ainsi :

L'Adefo gère :

**Trois CHRS** autorisés pour 249 places. Les places sont réparties de la façon suivante :

- Blanqui :
  - o 6 places urgence en regroupé
  - o 70 places insertion en regroupé
  - o 64 places insertion en diffus
  - o 31 places d'accompagnement sans hébergement (ASH)
- Sadi Carnot :
  - o 43 places urgence en regroupé avec mission alimenter
  - o 15 places de stabilisation en regroupé
- Le Pas : 20 places d'accompagnement sans hébergement (ASH)

	<i>CHRS BLANQUI</i>	<i>CHRS LE PAS</i>	<i>CHRS SADI CARNOT</i>
Caractéristiques du public accueilli	Ménages avec enfants à charge, en situation ou en risque de grande exclusion, en difficulté d'hébergement, cumulant diverses problématiques d'ordre social, sanitaire, et/ou médical.	Personne isolée avec problématique identitaire	Ménages isolés fortement marginalisés sans passé locatif stable et cumulant des problématiques d'ordre social sanitaire, administratif, budgétaire et comportemental
Evolution majeure du public accueilli	Déficiences avérées Problèmes de santé mentale croissants	Plus de personnes accompagnées avec des enfants en bas âge.  Besoin d'une veille sociale importante de type accueil de jour	Vulnérabilité à prendre en compte. Accueil de personnes avec multi problèmes de santé nécessitant un hébergement en continu
Mode d'hébergement	Collectif et diffus hors les murs	Hors les murs	Collectif
Restauration	NON	NON	OUI
Participation financière	OUI	NON	OUI

URGENCE METROPOLE – VAL DE SAONE – HAUTE COTE D'OR				CHU MIGRANTS
	CHU METROPOLE	CHU VAL DE SAONE	CHU HCO	
Caractéristiques du public accueilli	Femmes victimes de violence Familles expulsées	Tout type de public isolé ou famille très isolé des services sociaux	Idem Val de Saône	Familles en attente ou avec papiers provisoires
Evolution majeure du public accueilli	Familles en grandes difficultés éducatives	Peu de mobilités possibles	Rajeunissement du public	Vulnérabilité importante
Mode d'hébergement	Diffus	Diffus	Diffus	Diffus
Restauration	NON	NON	NON	NON
Participation financière	OUI	OUI	OUI	OUI

Modalités d'admission : Réception de la demande d'hébergement par le 115 de façon systématique.

Permanence des travailleurs sociaux de 8 h à 19 h sur le diffus, en dehors de ces périodes, premier accueil sur le CHRS Blanqui ou accord avec les partenaires sur les territoires ruraux.

Commentaire : ce sont en majorité des hommes, tous orientés par la commission SIAO, souvent originaires du territoire ou y ayant vécu.

Le tableau d'activité ne tient pas compte du travail de veille sociale et des visites d'anticipation CCAPEX et DALO effectuées par les travailleurs sociaux de l'accueil d'urgence, aussi bien sur l'agglomération dijonnaise que sur la Haute Côte-d'Or, le Val de Saône et le Val de Tille.

### Du logement adapté :

	PENSION DE FAMILLE GENLIS	PENSION DE FAMILLE AUXONNE
Caractéristiques du public accueilli	Hommes seuls en majorité ayant des attaches sur le territoire	Même population
Evolution majeure du public accueilli	Problématiques de santé importantes	Même problématique
Mode d'hébergement	2 Collectifs de 7 et 8 places	2 collectifs de 10 et 5 places + 5 appartements en diffus à proximité
Restauration	NON	NON
Participation financière	OUI	OUI

Le nombre de places de la pension de famille a évolué fin de l'exercice 2021. Cinq places supplémentaires ont été accordées en novembre 2021 mais n'ont été mobilisées que début 2022.

**Modalités d'admission : SIAO**

## **Le Service de Prévention Familiale :**

L'établissement est agréé au titre de la Prévention Spécialisée par le Conseil Départemental.

Le service de Prévention familiale a pour mission le soutien du lien parent-enfant et se situe dans le champ de la protection de l'enfance.

L'activité se déploie sur deux sites historiques de l'ADEFO :

- 1 rue de la Prévôté à Dijon, locaux qui hébergent également le service d'Aide éducative à domicile renforcée depuis mai 2023.
- La maison familiale à Grancey le Château, lieu par ailleurs très sollicité par les partenaires du secteur social et médicosocial mais aussi par des particuliers pour de l'hébergement.

En 2024, 100 familles ont été accompagnées dont 83 sur le secteur de Dijon Métropole et 17 sur le secteur de Grancey le Château. Ainsi, ce sont 112 adultes et 192 enfants qui ont fréquenté le service de prévention familiale.

Tout secteur confondu, l'accueil des familles s'est fait pour :

- 53% au titre de la prévention primaire (pas de mesure ou mesure d'aide éducative à domicile),
- 20% en complément d'une mesure éducative,
- 11% au titre du regroupement familial.

60% des nouvelles familles accompagnées en 2024 le sont au titre de la prévention primaire.

Chaque année le service développe des projets transversaux. Il a s'agit en 2024 de :

- La poursuite de la sensibilisation des parents d'enfants de moins de 3 ans à l'importance de l'éveil culturel dès le plus jeune âge avec le soutien financier de la CAF.
- La semaine petite enfance ADEFO avec un café-parents, des ateliers d'éveil sensoriel parents-enfants, des portes ouvertes au service de prévention familiale, une conférence de Jean EPSTEIN, le salon des bébés lecteurs à Talant.
- Différentes actions partenariales sur le secteur Is-Grancey : salon de la parentalité organisé par la COVATI, projets petite enfance RAM de Selongey, café-parents crèche de Gémeaux, actions de sensibilisation au numérique avec la Communauté de Communes Til et Venelle, actions de sensibilisation sur la nutrition et la nature avec la Communauté de communes Pays Seine et Tille.

## **Le service de mise à l'abri des mineurs non accompagnés dit MNA collectif :**

L'activité du service est financée par une dotation globale du Conseil départemental.

L'année 2024 a été marquée par des orientations stratégiques qui ont impacté le budget prévisionnel.

L'équipe a connu un renouvellement conséquent, y compris au niveau de l'encadrement de proximité, avec 3 chefs de service en moins d'un an. Des difficultés éducatives et de management ont conduit la Direction générale à faire des choix coûteux financièrement ; notamment des formations et des renforts en personnel.

Des travaux de mise en conformité avec les règles de sécurité incendie ainsi que l'entretien courant d'un bâtiment vieillissant et peu adapté ont également généré des dépenses qui n'avaient pas été intégrées dans le budget initial.

En ce qui concerne l'activité, 169 jeunes différents ont été accueillis en 2024, contre 142 en 2023 et 227 en 2022.

L'âge moyen à l'admission est de 16,5 ans sachant que le plus jeune avait 13 ans et le plus âgé 18 ans et 3 mois. 24 jeunes avaient 17 ans et plus à leur arrivée.

La durée moyenne de séjour est de 186 jours soit environ 6 mois. La prise en charge allant au-delà de la mise à l'abri impacte les lignes budgétaires liées aux besoins du quotidien (habillement, frais de scolarité, soins, hygiène...)



115 sorties, pour 89 en 2023 et 115 en 2024. Ce flux a été possible grâce à la création de nouvelles places d'accueils pour MNA et ex MNA sur le territoire Dijonnais.

### **Le service d'accompagnement éducatif en hébergement des mineurs non accompagnés dit MNA diffus**

A compter de janvier 2023, l'ADEFO a déployé 20 places d'hébergement externalisées pour de l'accompagnement éducatif global destiné à des Mineurs non accompagnés, financées par le Conseil départemental de la Côte d'Or.

L'année 2024 a consacré la consolidation du service MNA Diffus dans ses missions dont les objectifs sont de répondre aux besoins des jeunes en matière d'insertion sociale et professionnelle (santé, scolarité, apprentissages, démarches administratives notamment les titres de séjour...).

Le Conseil Départemental entretient un partenariat pro actif avec le service dans la gestion des effectifs et des orientations.

L'accompagnement des 20 jeunes dans leur globalité pose le constat sur l'année de la prééminence de deux axes que sont la santé et les démarches administratives. Cependant, la recherche d'un employeur pour un contrat d'apprentissage afin de renforcer l'intégration socio professionnelle et le travail sur les habilités sociales auprès des jeunes notamment '*l'habiter chez soi*' viennent compléter le travail d'accompagnement au quotidien par l'équipe.

L'ouverture d'un service d'Accompagnement Educatif à Domicile pour Jeunes Majeurs (AEDJM) en juin 2024 d'une part et les tranches d'âge à l'accueil de plus en plus proche de la majorité d'autre part, ont été deux éléments importants en 2024. Ceux-ci ont eu pour conséquence la nécessité de repenser l'organisation de l'activité en intégrant la durée de l'accompagnement avec un délai plus court dans la prise en charge entre l'accueil et l'orientation.

### **Le service d'Aidé éducative à domicile renforcée - AEDR**

Le service d'Aide Educative à Domicile Renforcée a été créé en mai 2023.

Installée dans les mêmes locaux que le service de Prévention familiale, 1 rue de la Prévôté à Dijon, l'équipe intervient dans un rayon de 40 km autour de Dijon. Le secteur d'intervention couvre l'axe Is sur Tille – Nuits Saint Georges ainsi qu'une partie du Val de Saône.

Le service AEDR accompagne des jeunes de 0 à 18 ans qui vivent au domicile familial. Une majorité des situations fait suite à une information préoccupante et a une évaluation.

Les sorties d'établissement apparaissent également comme une bonne indication d'un accompagnement AEDR mais il semblerait important qu'il n'y ait pas ou peu d'interruption entre le retour en famille et la mise en place de la mesure AEDR.

Dans le cadre de ses interventions, le service AEDR a pour missions de :

- Protéger le mineur en danger ou en risque de l'être.
- Promouvoir l'intérêt supérieur de l'enfant et ses besoins fondamentaux.
- Accompagner et soutenir les parents à mobiliser leurs compétences afin de faire cesser le danger ou réduire le risque de danger encouru par le mineur.
- Mobiliser les ressources familiales, environnementales dans l'intérêt du mineur.
- Permettre l'autonomie et l'accès aux droits communs.

En 2024, première année de fonctionnement complète, le service à fonctionné avec un taux de remplissage maximum

Cet exercice permettra d'avoir une meilleure base comparative pour les suivants et d'ajuster les charges.

## La crèche :

La spécificité de cette structure est d'apporter souplesse, réactivité et surtout une écoute aux familles avec une priorisation des orientations pour les enfants résidents au CHRS Blanqui de l'ADEFO ainsi que dans des établissements partenaires.

Cette petite crèche porte une attention particulière à l'accueil adapté et respectueux de la singularité de chaque enfant et de sa famille :

- Prise en compte de l'environnement dans lequel l'enfant évolue
- Prise en compte du besoin de soutien spécifique de certaines familles
- Accueil adapté aux enfants présentant des besoins spécifiques au niveau de leur développement et / ou de leur santé
- Prévention des troubles de la relation parents-enfants et vigilance pour l'enfant en risque de danger.

La mission principale, en référence à la réglementation, consiste à veiller à la santé, à la sécurité et au bien-être des enfants qui nous sont confiés. Pour cela un travail d'équipe régulier permet d'assurer des accompagnements harmonieux de chaque enfant en collaboration avec les parents et les partenaires.

Les familles sont dans un parcours de réinsertion sociale et/ou professionnelle, accompagnées par d'autres travailleurs sociaux, la collaboration pluri professionnelle prend tout son sens. Notre rôle s'axe essentiellement sur l'importance d'offrir un lieu d'éveil sécurisant pour l'enfant mais aussi que ce soit un lieu où les parents se sentent accueillis et trouvent leur place. L'équipe accompagne les familles dans leur rôle par la co-éducation. A partir de nos observations et nos échanges, l'équipe cherche à créer un lien de confiance avec chaque famille afin de l'accompagner dans l'exercice de la parentalité. L'histoire familiale et le vécu dans leur enfance, demandent d'être pris en compte dans nos actions pour certaines familles.

## Le SIAO/115 :

Le SIAO a été créé en 2010 par l'État dans le cadre du Chantier national prioritaire 2008-2012, après un travail de concertation avec le secteur associatif et les services déconcentrés de l'État. C'est un dispositif départemental et partenarial, géré en Côte d'Or par l'ADEFO.

L'objectif du SIAO est d'améliorer l'orientation et la prise en charge des personnes sans abri ou risquant de l'être, et de construire des parcours d'orientation adaptés, grâce à un travail de concertation important entre tous les acteurs impliqués (veille sociale, structures d'hébergement, logement, partenaires transversaux : santé, emploi, etc.).

Le 115, numéro d'urgence des personnes sans abri, est un outil du Service Intégré d'Accueil et d'Orientation, dispositif mis en place en 2010 par l'Etat au niveau national, et géré par l'ADEFO pour le département de Côte d'Or.

Il fonctionne sur trois missions à destination des personnes concernées :

- **Accueil, écoute et information** : le 115 est un numéro gratuit et accessible à tous. Il accueille, écoute et oriente toute personne qui le sollicite de manière immédiate et inconditionnelle. Il intervient dans un cadre global et informe la personne concernée de la prise en charge de son hébergement, de sa santé, de l'aide alimentaire ou vestimentaire, de l'accompagnement aux démarches administratives.
- **Evaluation et orientation** : Le 115 évalue les besoins de la personne et sa situation au moment de l'appel. Il prend en compte sa demande pour l'orienter et la mettre en lien avec la structure la plus adaptée en fonction des places disponibles. Il travaille en lien étroit avec les structures d'hébergement, qu'il sollicite à chaque demande.
- **Contribution à l'observation sociale** : Le 115 coordonne, anime et développe le réseau de l'urgence sociale. Il participe à l'animation de réunions locales, à la recherche de nouveaux partenaires, à la mise en place de supports techniques permettant d'optimiser le réseau de prise en charge.

## ALTHEA :

L'activité d'Althéa se maintient en 2024 à un niveau très soutenu mais atteint cette année un plateau.

Le nombre de stages et de journées de sensibilisation a été porté à 20 chacun sur l'année. Malgré cette augmentation, le délai entre la prise de contact par les personnes et la réalisation effective de l'obligation judiciaire est de 6 mois. La légère baisse des orientations réalisées par le Parquet n'a pas permis de réduire ce délai. Elle est cependant en partie compensée par une hausse des orientations en post sentenciel (Tribunal correctionnel/SPIP). Nous constatons toujours 20% à 30% de défections nécessitant un report du stage ou la rédaction d'un constat de carence (en cas d'absences répétées). Le nombre de stages et journées sera maintenu à ce niveau en 2025.

Les entretiens individuels sont en baisse sur l'année 2024. Cette situation tient au fait que les personnes orientées dans le cadre de leur placement sous contrôle judiciaire intègrent systématiquement les groupes de parole pré sentenciels créés en début d'année 2024. Un bilan de ce groupe sera fait en avril 2025 avec la SEDAP et le Tribunal judiciaire.

Les entretiens individuels sont proposés aux personnes qui ne peuvent intégrer le groupe (troubles de la personnalité, pathologies psychiatriques, troubles addictifs ...) et celles dont le stage est aménagé en séances individuelles.

Les groupes de parole à visée thérapeutique ont réunis un total de 58 personnes. Le premier groupe est stable et bien investi par les personnes (turn-over réduit). Le second groupe a connu de nombreux départs (incarcérations, arrêts de prise en charge, fins de cycle). La dynamique collective y a été plus difficile à installer, cet espace de travail est cependant bien investi par les participants. La formalisation d'un contrat d'engagement est envisagée en 2025.

Les deux places d'hébergement dédiées aux auteurs de violence évincés du domicile présentent un taux d'occupation de 76% sur l'année 2024 contre 85% en 2023. Une baisse qui s'explique par l'absence d'orientation sur une période de trois mois (91 jours de vacance par logement). Si la typologie des logements est adaptée, leur coût représente une charge financière importante pour le service. La recherche d'hébergements moins onéreux pourrait être envisagée.

La recherche de financement complémentaire atteint ses limites mais nous demeurons attentifs à toute ressource qui ne serait pas encore mobilisée. Par ailleurs une réflexion sur la répartition des missions et l'organisation du service est à engager.

Enfin, Althéa devra consolider les liens partenariaux et saisir les opportunités de collaborations nouvelles pour ancrer durablement son expertise et la complémentarité de ses actions.

## LARPE :

**L'Espace Rencontre** est un lieu d'accueil court et transitoire où se prépare l'avenir afin que des relations changent, évoluent, dans l'idée que des rencontres sans intermédiaire soient, un jour, possibles. Il permet également :

- Aux parents de prendre le temps d'apaiser la situation,
- Aux parents d'être soutenus dans leur responsabilité parentale,
- D'envisager une réorganisation apaisée de la vie familiale,
- De promouvoir le dialogue des parents comme système de lien envers leur enfant.

Augmentation de l'accueil de familles bénéficiant de mesures de protections, accroissement des orientations des Juges des enfants, problématiques psychiques sont autant d'enjeux qui vont pousser nos services à engager des réflexions de fond sur nos pratiques.

L'évolution du public des Espaces-Rencontre, fait que l'on y voit de plus en plus de situations dans lesquelles un des parents est atteint d'une pathologie. Cette situation introduit dans le fonctionnement du cadre et le travail des intervenants une difficulté pour laquelle il conviendra de trouver une réponse adaptée pour l'enfant et son parent.

Les parents bénéficiant d'une ordonnance de protection vont également compter sur notre expertise afin de garantir leur sécurité. Aussi LARPE s'est dotée de nouveaux aménagements comme deux visiophones permettant un meilleur contrôle des flux des familles. Cet engagement à garantir la sécurité des parents met la lumière sur la complexité de construire une coparentalité dans les espaces rencontres classiques. Aussi nous avons décidé d'engager une réflexion autour de la création d'un lieu dédié espace rencontre protégé avec l'ensemble des partenaires et organismes concernés.

Autant de sujets qui vont nécessiter l'accompagnement de l'équipe vers une technicité grâce à de nouvelles formations de groupe qui permettront une montée en compétence et l'harmonisation de ses pratiques.

L'activité du **service de médiation familiale** s'articule principalement autour des entretiens d'information et des séances de médiation familiale, à la suite d'orientations judiciaires ou de demandes conventionnelles.

Les domaines d'intervention se sont élargis, ce qui nécessite un accroissement des compétences du médiateur. En effet, de nouvelles problématiques sont prises en charge, comme les conséquences du vieillissement d'un parent ou d'un aîné pour les fratries, les difficultés de communication entre des parents et leurs enfants au moment de l'adolescence ou entre des jeunes majeurs et leur cellule familiale.

Depuis la loi du 7 février 2022, la médiation familiale a intégré le code civil en protection de l'enfance. Si en pratique, les services éducatifs n'avaient pas attendu le législateur pour orienter les familles vers un dispositif de médiation familiale lorsque les parents y étaient favorables, la nouveauté est d'en faire un outil judiciaire entre les mains du juge des enfants qu'il peut désormais inscrire dans sa décision judiciaire.

Au sein du Pôle Prévention, Protection de l'enfance et Soutien à la parentalité de l'ADEFO, des articulations émergent avec les services de Prévention familiale et d'Aide éducative à domicile renforcée pour lesquels la médiation peut constituer une intervention complémentaire.

## LES DEPLACES D'UKRAINE :

Dans le contexte de l'offensive militaire menée par la Russie en Ukraine depuis le 24 février 2022, les populations ukrainiennes ou résidant en Ukraine ont pu fuir leur pays. Afin d'assurer leur accueil, un dispositif exceptionnel de protection temporaire a été autorisé par la décision du Conseil de l'Union Européenne du 4 mars 2022.

En 2024, les services de l'Etat ont continué de mobiliser des moyens importants (inédits pour d'autres populations). Les arrivées ont été bien moins importantes et l'action menée cette année visait à faire obtenir aux ménages Ukrainiens un logement personnel assorti d'un accompagnement social de droit commun, le cas échéant.

25% des 383 personnes accompagnées et ou hébergées par l'ADEFO, cette année, ont pu entrer en logement autonome.

## Description des moyens mis en œuvre

Les principaux moyens mis en œuvre par notre entité afin de réaliser les activités décrites au paragraphe précédent sont les suivants :

\* Investissements : le tableau des immobilisations permet de mettre en évidence les mouvements de l'année (cf 6.1.1)

- a. Investissements engagés antérieurement mais terminés durant l'exercice correspondant aux immobilisations en cours.
  - Immobilisations en cours au 31/12/2023 et terminées au 31/12/2024 pour 43 220 €
- b. Les investissements engagés et terminés dans l'exercice correspondent aux acquisitions avec :
  - Des acquisitions d'immobilisations corporelles pour 325 771€

\* Autre moyen : la formation

En 2024, un engagement très fort de l'ADEFO sur la formation en progression passant de 9 289 h de formation en 2023 à 9 349 h dont 70 % ont été mobilisées sur le plan de développement des compétences.

40 actions de formation en 2024 contre 24 actions de formation en 2023 soit une progression plus de 60% ciblant sur des actions collectives permettant d'ouvrir le plan de développement des compétences à un plus grand nombre de stagiaire : 84 stagiaires ont bénéficié d'une action de formation en 2023, 238 stagiaires en 2024 soit une augmentation de près de 300 %.

NB : pour les données concernant la répartition Homme/femme, par tranche d'âge ou par CSP, les chiffres représentent les bénéficiaires des 40 actions de formation. Ainsi une personne ayant été programmée sur 2 actions de formation compte pour 2.

## Bilan Formations 2024



Nom association : ADEFO - ASSOCIATION DIJONNAISE  
Num association : 40136 E

Branche : SSSMS  
Groupe :

Année d'engagement

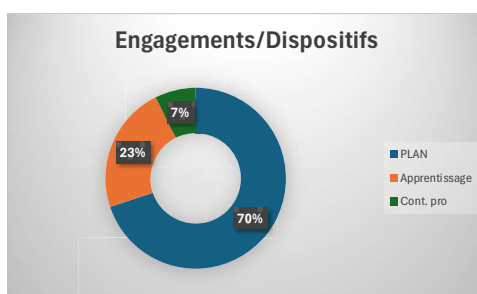
Date d'édition : 16/04/2025

### Implantation des établissements par région.

Libellé Région	Total
BOURGOGNE-FRANC	7
Total général	7

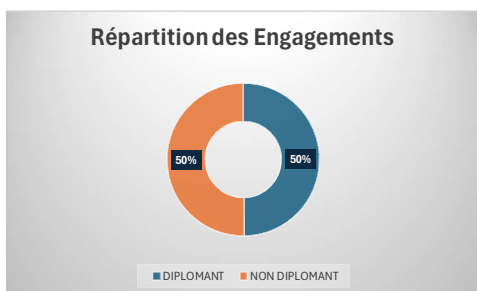
### Répartition des actions de formation par année et dispositif.

Année	Dispositif	Nb d'Action	%	Nb de Stagiair	%	Nb d'heures	total engagement
2024	PLAN	36	90%	234	98%	6 545	104 676,12 €
	Apprentissage	2	5%	2	1%	1 990	34 178,33 €
	Cont. pro	2	5%	2	1%	814	10 968,00 €
Total 2024		40	100%	238	100%	9 349	149 822,45 €
Total général		40	100%	238	100%	9 349	149 822,45 €



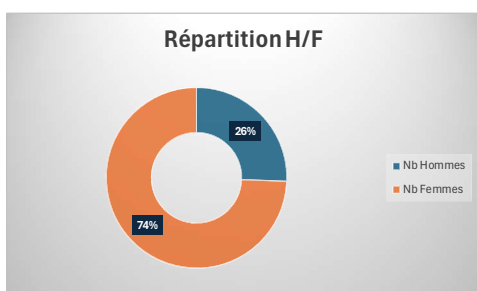
### Part du diplômé par année.

Année		Nb Action	%	Nb stagiaires	%	Nb d'heures	%	total engagement	%
2024	DIPLOMANT	8	20%	8	3%	6 180	66%	74 580,73 €	50%
	NON DIPLO	32	80%	230	97%	3 169	34%	75 241,72 €	50%
Total 2024		40	100%	238	100%	9 349	100%	149 822,45 €	100%
Total général		40	100%	238	100%	9 349	100%	149 822,45 €	100%



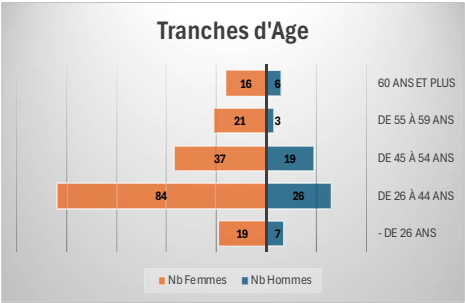
### Répartition Homme/Femme.

Année	Nb Hommes	%	Nb Femme	%	Total
2024	61	26%	177	74%	238
2024	61		177		238



Répartition par tranche d'âge.

2024	Nb Hommes	Nb Femmes	Total	%
- de 26 ans	7	19	26	10%
de 26 à 44 ans	26	84	110	50%
de 45 à 54 ans	19	37	56	24%
de 55 à 59 ans	3	21	24	10%
60 ans et plus	6	16	22	3%
NC			0	3%
Total général	61	177	238	100%



Diplômant par CSP.

2024 Non Diplômant

CSP	Nb Hommes	Nb Femmes	Total	%
Cadres	5	28	33	14%
Non Cadres	54	143	197	86%
Total général	59	171	230	100%

2024 Diplômant

CSP	Nb Hommes	Nb Femmes	Total	%
Cadres	0	2	2	25%
Non Cadres	2	4	6	75%
Total général	2	6	8	100%

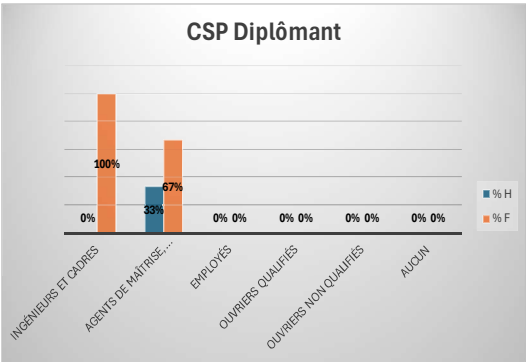
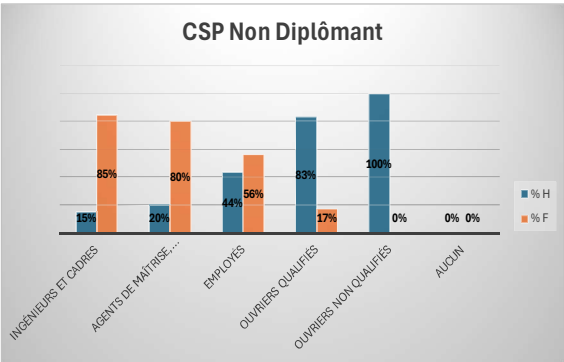
Répartition Homme/Femme par CSP

Non Diplômant

CSP	Nb Hommes	% H	Nb Femmes	% F	Total	%
Ingénieurs et cadre	5	15%	28	85%	33	14%
Agents de maîtrise,	30	20%	120	80%	150	65%
Employés	17	44%	22	56%	39	17%
Ouvriers qualifiés	5	83%	1	17%	6	3%
Ouvriers non qualifiés	2	100%	0	0%	2	1%
Aucun		0%		0%	0	0%
Total général	59		171		230	100%

Diplômant

CSP	Nb Homme	% H	Nb Femmes	% F	Total	%
Ingénieurs et	0	0%	2	100%	2	25%
Agents de ma	2	33%	4	67%	6	75%
Employés		0%		0%	0	0%
Ouvriers qualifiés		0%		0%	0	0%
Ouvriers non qualifiés		0%		0%	0	0%
Aucun		0%		0%	0	0%
Total général	2		6		8	100%



## Top 10 des Formations.

2024

Non Diplômant

Libellé Action	Nb actions
Electricité	4
AIDE SOCIALE ET RELATION AVEC LES FAMILLES	3
FSST (Formation de sauvetage secourisme du travail)	3
INSERTION SOCIALE ET/OU PROFESSIONNELLE	2
Sécurité et surveillance des locaux (évacuation, incendie, fluides médicaux, gardiennage)	2
RELATION D'AIDE, D'ECOUTE ET D'APPROCHE DE L'AUTRE (EX: GESTION DES CONFLITS)	2
Autres perfectionnements en législation et droit	2
INADAPTATIONS SOCIALES (ALCOOLOGIE, TOXICOMANIE, VIOLENCE, SUICIDE...)	2
Hygiène alimentaire	2
Techniques de l'expression écrite / écriture professionnelle	1
2024	Diplômant

Libellé Action	Nb actions
DEES (Diplôme d'état d'éducateur spécialisé)	3
CAFERUIS (Certif d'aptitude aux fonctions d'encadr et de resp d'unité d'intervention sociale)	3
Autres diplômes de gestion, management, organisation et projet niveau 2 (Master 1, Licence, Maîtrise...)	1
DECESF (Diplôme d'état de conseiller en économie sociale et familiale)	1

## Faits caractéristiques d'importance significative, de l'exercice et postérieurs à la clôture

### Faits caractéristiques de l'exercice ;

Au cours de l'année 2023, l'association ADEFO a fait le choix d'acquérir des bureaux dans un bâtiment, situé 6 Rue Ez Penottes à Dijon.

Ce projet d'acquisition de locaux consistait en l'achat de 2 lots de bureaux en copropriété, sur deux étages, situés sur la commune de DIJON au 11 à 23 rue des Ateliers et rue Ez Penottes, vendus par la SARL MANOUCHKA, et respectivement de 226 M² pour le lot 153 et 181 M² pour le lot 158.

Ces locaux ont permis d'aménager des bureaux pour les agents travaillant aux fonctions supports pour l'ensemble des services et dispositifs de l'ADEFO. Cet emménagement a eu lieu le 18/12/2023. Il a permis d'accueillir la direction générale, les directions de pôle, les fonctions financières et les fonctions ressources humaines.

A la présentation des comptes en 2023, cette acquisition a été comptabilisée, dans la structure « association », sous gestion directe.



Pour cette année 2024, il était prévu de présenter un PPI (Plan Pluriannuel d'investissement) à l'Etat, principal financeur, et comme évoqué au cours d'une rencontre, dans l'éventualité d'effectuer un transfert du bien de la gestion directe vers la gestion contrôlée, sur la comptabilité du siège ; avec effet rétroactif au 18/12/2023.

Le 24 juillet 2025, après examen du dossier, la DREETS nous invite à modifier notre PPI et à en soumettre un nouveau ; ce que nous ferons courant 2026.

De ce fait, aucune écriture de régularisation n'a eu lieu et l'acquisition du bien reste comptabilisée pour cette année 2024 dans la structure « association », sous gestion directe.

## Au niveau des Ressources Humaines

L'arrivée de la Directrice Générale a impulsé des orientations stratégiques nouvelles notamment en lien avec le service des Ressources Humaines.

### 1. Les pratiques

- Afin de faciliter le suivi des cycles horaires, des temps de travail et des congés par les chefs de services et l'équipe RH, il a été décidé de déployer le logiciel spécialisé OCTIME. Pour ce faire en 2024, un premier temps de travail a été initié dans le cadre de l'accompagnement ABAQ et le projet OFEDA.
- Dans l'objectif de faire un diagnostic complet sur l'association, retravailler l'organigramme et réorganiser les missions des professionnels, l'association est accompagnée depuis novembre 2023 par le cabinet d'ingénierie ABAQ et ce jusqu'à la fin d'année 2024.
- Pour améliorer la sécurisation juridique de l'ADEFO, une convention a été signée avec le cabinet juridique Légi Conseil.

### 2. Les effectifs

L'année 2024 a été marquée également par l'augmentation des effectifs passant de 167.2 ETP en 2023 à 187.64 en 2024, suite notamment à la création et à la montée en puissance de nouveaux services :

- AEDR
- Mise en place des ACT Pédiatrique
- MNA Diffus
- AEDJM

Notons que le service comptabilité a été fragilisé, par le départ de comptables et le renouvellement de l'équipe, ce qui a nécessité le recours, notamment, à une prestataire extérieure et à de l'intérim.

Notons l'arrivée, en mars 2024, de la cheffe du service comptabilité.

### 3. Les revalorisations salariales

En 2024, la prime Ségur a été versée et généralisée à l'ensemble des salariés qui n'avait été jusqu'à présent pris en compte : l'accord sur le « Ségur pour tous ».

Au niveau national, la revalorisation du SMIC est passée à 2% au 1<sup>er</sup> novembre 2024, soit un salaire minimum à 1 801.84 € brut mensuel (pour un temps plein). Cette revalorisation a nécessité un réajustement par rapport à la grille de la CCN66 pour les plus bas salaires.

## Renforcement des fonctions support

Par suite de l'arrivée de la nouvelle Directrice en place, en juin 2023, le constat de renforcer les fonctions supports a rapidement été présenté aux membres du bureau. ABAQ, un cabinet d'audit et de conseil a accompagné durant l'année 2024, l'ensemble des membres du bureau, bénévoles et l'ensemble des membres du CODIR, salariés pour effectuer un premier état des lieux et aider à une organisation des fonctions supports efficiente et à la mise en place d'un schéma cible organisationnel. Ce schéma cible s'articule autour de 3 grands pôles et le SIAO115. Ce projet se nomme le projet OFEDA.

Ainsi, dans le but d'harmoniser la communication interne et d'améliorer la communication externe auprès des partenaires et du grand public, le recrutement d'un(e) chef de service communication et mécénat a été effectif au cours du dernier trimestre 2023.

Une nouvelle cheffe de service comptable a également pris son poste en mars 2023 afin de soulager l'équipe comptabilité et de réorganiser le service. Un premier travail d'harmonisation du plan comptable général, notamment, et des process a été fait, avec l'ensemble de l'équipe comptable et devra se poursuivre sur les autres années pour des process et procédures bien clarifiées afin de faciliter les échanges transversaux entre les fonctions métiers et les fonctions support.

Enfin, le recrutement d'un(e) cheffe de service technique et maintenance a été effectué en avril 2024, ainsi que le poste d'assistante ; effectif en mars 2024. Ces deux postes aident à restructurer le service et vont permettre d'absorber au mieux la charge de travail exponentielle de ce service technique.

## Les nouveaux dispositifs

### 1 - ACT pédiatrique

Le projet de créer des Appartements de Coordination Thérapeutique (ACT) Pédiatrique, entièrement financé par l'Agence Régionale de Santé (ARS), a émergé en 2022, grâce à la collaboration préalable entre l'ADEFO, le service social des patients du Centre Hospitalier Universitaire (CHU) de Dijon et la Fédération des Acteurs de la Solidarité (FAS). Une étude de terrain a été réalisée et a révélé un besoin non couvert, en Bourgogne en direction des enfants malades des familles socialement défavorisées et le plus souvent, en attente de titre de séjour.

D'une manière générale, les Appartements de Coordination Thérapeutique hébergent, « à titre temporaire des personnes en situation de fragilité psychologique et sociale et nécessitant des soins et un suivi médical, de manière à assurer le suivi et la coordination des soins, à garantir l'observance des traitements et à permettre un accompagnement psychologique et une aide à l'insertion. » (Extrait du décret 2002-1227 du 3 octobre 2002).

A l'ADEFO, il s'agit de familles socialement très fragiles, voir sans papier, avec un ou plusieurs enfants malades qui n'ont pas accès à un hébergement et à un accompagnement pluridisciplinaire spécifiques, facilitant l'observance des soins et une inclusion sociale globale, quand celle-ci est possible (viser à obtenir un titre de séjour si la famille souhaite s'installer en France et si leur situation administrative le permet).

Le service a ouvert le 9 septembre 2024 avec 6 places financées pour accueillir 6 enfants malades et leurs familles.

Les 2 premiers enfants malades et leurs familles ont intégrés les ACT Pédiatrique dès l'ouverture.

### 2 – Service d'Aide éducative à domicile jeunes majeurs (AEDJM) ex MNA

Au début de l'année 2024, le Conseil Départemental a autorisé via un appel d'offre l'ouverture de 20 places pour l'accueil de ces jeunes. Porteur de ce projet, l'ADEFO s'est associée à l'ACODEGE (ayant une expérience et expertise

sur l'accompagnement de ce public MNA Majeurs) à travers une convention annuelle de mise à disposition de 2 salariés.

Entièrement financé par le Conseil Département, le service Aide Educative à Domicile pour Jeunes Majeurs (AEDJM) ouvre ses portes en juillet 2024, avec l'accueil des premiers jeunes au cours de l'été. Il assure un accompagnement individuel et collectif de personnes majeures ayant bénéficié d'une prise en charge par l'Aide Sociale à l'Enfance en tant que Mineurs Non Accompagnés. Les personnes accueillies viennent des autres dispositifs de la ville, mais sont orientées par le Conseil Départemental.

Dès son ouverture et tout au long du 2nd semestre de l'année 2024, l'essentiel de l'activité du service a été :

- L'installation des jeunes sur ce nouveau dispositif à travers l'aménagement des lieux d'hébergement,
- La poursuite des démarches entreprise par les autres services de l'accès aux droits : démarches consulaires, préfectorales, demande de renouvellement de CJM...
- Stabilisation dans l'insertion professionnelle : apprentissage...
- La prise en charge médicale : suivi de pathologies, et urgences diverses
- Démarches d'orientation vers les dispositifs post majorité

La montée en charge a été progressive (surtout dans le dernier trimestre de l'année) permettant aux 2 professionnels avec l'appui de la cheffe de service et du soutien technique des professionnels cadres de l'ACODEGE de mesurer les enjeux et de fixer les priorités de l'accompagnement.

Le prix de journée du service AEDJM ACODEGE ADEFO est de 35.45€ et seules les journées effectivement réalisées sont facturées mensuellement au Conseil départemental.

## Principes et méthodes comptables

### Principes généraux

Le règlement ANC 2018-06 s'applique aux comptes afférents aux exercices ouverts à compter du 1er janvier 2020.

Les comptes annuels pour cet exercice clos ont été arrêtés conformément aux dispositions du code de commerce, aux dispositions spécifiques applicables du règlement ANC 2018-06 et, à défaut d'autres dispositions spécifiques, à celles du règlement ANC 2014-03 relatif au plan comptable général.

### Dérogations

Aucune dérogation aux règles comptables n'a été pratiquée

### Principales méthodes comptables

L'Association utilise les méthodes comptables explicites applicables.

Les comptes présentés appliquent les méthodes « de référence » suivantes qualifiées ainsi par le règlement 2014-03 : le provisionnement des engagements en matière de pensions, de compléments de retraite, d'indemnités et versements similaires

### Informations relatives à la provision pour Congés payés

Cette année, il a été pris en compte dans la valorisation de cette provision, les jours de Congés Trimestriels qui n'étaient pas intégrés les années précédentes. Donc la variation de cette provision par rapport à 2023 est principalement liée à cette augmentation du nombre de jours pour chacun des compteurs de chaque salarié de l'ADEFO, présent au 31/12/2024.

## Informations relatives aux postes du bilan

Un actif est un élément identifiable du patrimoine ayant une valeur économique positive pour l'entité, c'est-à-dire un élément générant une ressource que l'entité contrôle du fait d'événements passés et dont elle attend des avantages économiques futurs ou un potentiel lui permettant de fournir des biens ou services à des tiers conformément à sa mission ou à son objet.

### Actif immobilisé

A leur date d'entrée dans le patrimoine de l'Association, la valeur des actifs acquis à titre onéreux sont comptabilisés à leur coût d'acquisition.

#### 6.1.1 État de l'actif immobilisé (brut)

Le tableau des mouvements des immobilisations se décompose de la façon suivante :

AC - Immobilisations				
Dossier : CON - CONSOLIDATION - Périodes de : 01/2024 à 12/2024				
Immobilisations	Immobilisations au 31 décembre 2023	Acquisitions 2024	Cessions 2024	Immobilisations au 31 Décembre 2024
<b>Immobilisations incorporelles</b>	<b>158 961,97</b>			<b>158 961,97</b>
Frais d'établissement	0,00	0,00	0,00	0,00
Frais de recherche et de développement	87 778,89	0,00	0,00	87 778,89
20300000 FRAIS ETUDES DE RECH ET DE DEVELOPP	87 778,89	0,00	0,00	87 778,89
Concessions et droits similaires, Brevets, lic., marques et procédés, droits et val. sim.	71 183,08	0,00	0,00	71 183,08
20500000 LOGICIELS INFORMATIQUES	71 183,08	0,00	0,00	71 183,08
Fonds commercial	0,00	0,00	0,00	0,00
- dont droit au bail	0,00	0,00	0,00	0,00
Autres immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
Immobilisations incorporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>Immobilisations corporelles</b>	<b>7 067 203,09</b>	<b>357 293,22</b>	<b>86 328,66</b>	<b>7 338 167,65</b>
Terrains	0,00	0,00	0,00	0,00
Agencements et aménagements des terrains, plantations à demeure	0,00	0,00	0,00	0,00
Constructions	3 401 768,68	28 070,25	0,00	3 429 838,93
21310000 BATIMENTS	1 242 769,06	0,00	0,00	1 242 769,06
21350000 INST GEN AGENC AMEN CONST PROP.	557 012,56	10 588,22	0,00	567 600,78
21410000 CONSTRUCTIONS SUR SOL D'AUTRUI	1 372 794,18	0,00	0,00	1 372 794,18
21450000 INST GEN AGENC AMEN CONST.SOL AUTRU	229 192,88	17 482,03	0,00	246 674,91
Installations, matériel et outillage techniques	577 798,30	22 597,29	0,00	600 395,59
21500000 MATERIEL ET OUTILLAGE	577 798,30	22 597,29	0,00	600 395,59
Autres immobilisations corporelles	3 034 792,23	275 103,00	11 586,10	3 298 309,13
21810000 INST GEN AGENC AMEN CONST LOC.	1 779 106,18	141 197,42	0,00	1 920 303,60
21820000 MATERIEL DE TRANSPORT	847 495,03	42 928,48	7 719,50	882 704,01
21830000 MATERIEL BUREAU	27 189,31	2 904,18	899,00	29 194,49
21831000 MATERIEL INFORMATIQUE	254 290,92	41 864,40	2 967,60	293 187,72
21832000 MATERIEL TELEPHONIQUE	15 182,48	0,00	0,00	15 182,48
21840000 MOBILIER DE BUREAU	111 528,31	46 208,52	0,00	157 736,83
Immobilisations corporelles en cours	52 843,88	31 522,68	74 742,56	9 624,00
23100000 IMMOB.EN COURS AVT AFFECT	43 219,88	31 522,68	74 742,56	0,00
23800000 A.V.ET ACOMPTE S/CDER IMMO CORPO	9 624,00	0,00	0,00	9 624,00
<b>Total Immobilisations corporelles</b>	<b>7 067 203,09</b>	<b>357 293,22</b>	<b>86 328,66</b>	<b>7 338 167,65</b>
<b>Immobilisations financières</b>	<b>524 422,34</b>	<b>48 633,84</b>	<b>14 278,41</b>	<b>558 777,77</b>
Participations	0,00	0,00	0,00	0,00
Créances rattachées à des participations	0,00	0,00	0,00	0,00
Autres titres immobilisés	311 200,00	6 176,25	0,00	317 376,25
27100000 TITRES IMMOBILISES	100,00	0,00	0,00	100,00
27180000 PARTS B CREDIT COOPERATIF	311 100,00	6 176,25	0,00	317 276,25
Prêts	182 797,00	37 658,68	12 282,68	208 173,00
27400000 PRET CILCO - LOGILIA - ACTION LOGT	182 797,00	25 376,00		208 173,00
Autres immobilisations financières	30 425,34	4 798,91	1 995,73	33 228,52
27500000 DEPOTS ET CAUTIONNEMENTS	30 425,34	4 798,91	1 995,73	33 228,52
<b>TOTAL IMMOBILISATION</b>	<b>7 750 587,40</b>	<b>405 927,06</b>	<b>100 607,07</b>	<b>8 055 907,39</b>

Les acquisitions d'immobilisations s'élèvent à 325 771 € pour 2024 ; les nouveaux investissements portent principalement sur :

- La fin des travaux et le nouveau mobilier concernant les bureaux à Ez Penottes s'élève à 46 156 €
- Les investissements sur Blanqui s'élèvent à 201 375 €
  - o Matériels et mobiliers pour les résidents à hauteur de 20 572 €
  - o Travaux de rénovation sur plusieurs sites notamment le site Victoria, bureaux Rue Jean Jaurès, site Val de Saône pour un montant total de 139 421 €
  - o Acquisition d'un véhicule pour un montant total de 13 466 €
  - o Renouvellement des postes informatiques pour 26 508 €
  - o Nouveaux matériels de bureaux pour un total de 1 408 €
- Les investissements sur le Service Prévention Familiale s'élèvent à 21 385€
  - o Travaux de rénovation pour 10 588 €
  - o Matériels et mobiliers pour les résidents à hauteur de 2 806 €
  - o Renouvellement du matériel informatique pour 852 €
  - o Nouveaux mobiliers de bureau pour un total de 7 139 €
- Les investissements sur les MNA s'élèvent à 45 219 €
  - o Matériels et mobiliers pour les résidents à hauteur de 7 059 €
  - o Acquisition de 2 véhicules pour le service AEDJM pour un montant total de 29 462 €
  - o Matériels de bureaux à hauteur de 1 496€
  - o Renouvellement du matériel informatique pour 7 202 €
- Les investissements sur SADI CARNOT s'élèvent à 6 081 €
  - o Matériels et mobiliers pour les résidents à hauteur de 2 555 €
  - o Renouvellement du matériel informatique pour 3 526€
- Les investissements sur le CHRS LE PAS s'élèvent à 1 692 €, cela concerne le renouvellement du matériel informatique.
- Sur l'établissement ALTHEA, des travaux de menuiserie ont été fait à hauteur de 1 776€
- Sur l'établissement LARPE, acquisition de matériel informatique pour 2 084€

Les sorties d'immobilisations pour 2024 sont de 11 586 €. Celles-ci correspondent pour la majorité à la cession d'un véhicule sur l'établissement Blanqui, montant sortie pour 7 720 €, et à du matériel mis au rebut sur l'établissement LARPE pour 3 867 €.

## Amortissements de l'actif immobilisé

Situations et mouvements (b)	A	B	C	E
Rubriques (a)	Amortissements cumulés au début de l'exercice	Augmentations : dotation de l'exercice	Diminutions d'amortissements de l'exercice	Amortissements cumulés à la fin de l'exercice (c)
Immobilisations incorporelles	80 135 €	15 053 €		95 188 €
Immobilisations corporelles	3 428 526 €	544 492 €	9 946 €	3 963 072 €
Immobilisations financières				
<b>Total</b>	<b>3 508 662 €</b>	<b>559 545 €</b>	<b>9 946 €</b>	<b>4 058 260 €</b>

Les dotations cumulées des immobilisations incorporelles et corporelles sont de 559 545 € pour 2024. La majorité de la somme correspond à l'établissement BLANQUI pour 358 452 €. Les dotations ont été calculées selon le mode linéaire. Les diminutions concernent les amortissements des biens sortis devenus obsolètes ou cédés s'élèvent à 9 946 €.

### Modalités d'amortissements

Types d'immobilisations	Mode	Durée
Logiciels	Linéaire	1 à 5 ans
Constructions – agencements	Linéaire	20 à 50 ans
Agencements constructions	Linéaire	5 à 15 ans
Matériel et outillage	Linéaire	5 à 10 ans
Installations générales	Linéaire	5 à 10 ans
Matériel de transport	Linéaire	5 ans
Matériel de bureau	Linéaire	5 à 10 ans

### Titres immobilisés

Les titres immobilisés correspondent à des parts B souscrits auprès du Crédit Coopératif. Le montant total passe de 311 200 € en 2023 à 317 376 € au 31/12/2024.

## Actif circulant

### Créances, usagers et autres créances

L'exigibilité de toutes les créances de l'actif circulant est inférieure à un an.

1) Les créances redevables et comptes rattachés correspondent essentiellement aux sommes dues par les personnes accueillies pour 115 223 €, les sommes refacturées aux différents partenaires pour 1 163 938 € (le Département pour 577 030 €, la SDAT pour 423 366€, CCAS De Dijon pour 77 372 €, GCSMS pour 43 925 €, Action Logement pour 10 000 €).

2) Le poste « Subventions à recevoir » représente un montant de 561 905 € et correspond à des subventions à recevoir sur l' AIS Blanqui pour 332 381 €, sur le Multi-accueil pour 63 532 €, sur Althéa pour 50 750 €, sur Sadi Carnot pour 32 763 €, sur les MNA pour 15 541 €, sur LARPE pour 66 939 €.

Au niveau de l' AIS Blanqui, le montant concerne essentiellement la subvention FNAVDL bailleurs 2024 pour 267 331 € et les subvention Dijon Métropole pour 51 750 €. Pour Althéa, une subvention de 30 000 € est en attente de règlement du SPIP, une subvention de 12 000 € est attendue de la CAF ainsi qu' un solde de 8 750 € provenant du FIPDR. Pour Sadi Carnot, une subvention du CCAS de Dijon est à percevoir pour 22 817 € concernant le dispositif « Aller Vers », une subvention de 9 946 € est en attente concernant la DDETS pour le projet O2R. Concernant LARPE, nous attendons 66 939 € de la CAF.

3) L' exercice 2024 laisse ressortir une somme restant à recevoir de l' OPCO dans le cadre du financement des formations pour 64 325 €.

## Charges constatées d' avance

Les charges constatées d' avance se montent à 78 589 €. Elles ont été constatées essentiellement au niveau des charges de fonctionnement avec une quote-part plus significative pour les assurances d' un montant de 24 073 € et les chèques services pour 24 238 € et les prestations d' hôtels pour 14 391 €.

## Fonds propres

### Tableau de variation des Fonds propres

L' évolution des fonds propres est reprise dans le tableau ci-dessous :

AC - Capitaux propres				
Dossier : CON - CONSOLIDATION - Périodes de : 01/2024 à 12/2024				
Capitaux propres	Montant net 31/12/2023	Augmentations 2024	Diminutions 2024	Montant net 31/12/2024
<b>FONDS PROPRES</b>	<b>4 037 889,10</b>	<b>1 062 818,49</b>	<b>467 116,83</b>	<b>4 037 889,10</b>
Fonds associatifs sans droit de reprise	493 036,70			493 036,70
Ecart de réévaluation				
Réserves	2 048 851,82	133 279,58	67 463,27	2 114 668,13
Report à nouveau	1 598 968,77	740 743,76	184 034,11	2 155 678,42
Résultat de l' exercice (excédent ou déficit) (1) gestion non contrôlée	354 613,70	205 359,22	361 653,73	198 319,19
Résultat de l' exercice (excédent ou déficit) (1) gestion contrôlée	-102 968,19	188 795,15	215 619,45	-129 792,49
<b>AUTRES FONDS ASSOCIATIFS</b>	<b>791 541,82</b>	<b>448 065,56</b>	<b>763 113,78</b>	<b>791 541,82</b>
Fonds associatifs avec droit de reprise :				
Apports				
Legs et donations				
Report à nouveau sous contrôle de tiers financeurs				
Résultat sous contrôle de tiers financeurs	199 476,46	357 797,51	728 677,96	-171 403,99
Ecart de réévaluation				
Subventions d' investissement sur biens renouvelables	171 574,74	81 040,78	34 435,82	218 179,70
Provisions réglementées	420 490,62	9 227,27		429 717,89
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>4 829 430,92</b>	<b>1 510 884,05</b>	<b>1 230 230,61</b>	<b>5 110 084,36</b>
(1) Le montant net au 31/12/N ne prend pas en compte le résultat N-1	251 645,51 €			68 526,70

## Subventions d'investissement

Les subventions d'investissements sont des ressources à caractère durable, des ressources stables permettant de financer les investissements nécessaires aux activités de l'entité et d'alimenter sa trésorerie.

A compter de la première application du règlement 2018-06 les subventions d'investissement sont soit reprises au compte de résultat exceptionnel au rythme de l'amortissement des actifs qu'elles ont contribués à financer, que l'actif soit un bien renouvelable par l'association ou non, soit comptabilisées immédiatement en produit exceptionnel à la date d'octroi de la subvention.

Ce choix de méthode comptable s'applique à l'ensemble des immobilisations amortissables financées dans le cadre de projets définis par l'utilisation de fonds dédiés.

L'Association a choisi de reprendre dans le résultat au rythme de l'amortissement de la quote-part des biens ainsi financés, la subvention d'investissement comptabilisée en fonds propres lors de son octroi, seul le montant net de la subvention étant présentée au bilan (traitement comptable appliqué rétrospectivement dès le 1<sup>er</sup> exercice ouvert à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2020 aux subventions affectées à des biens renouvelables).

### Tableau des subventions d'investissements

AC - Subventions d'investissement					
Dossier : CON - CONSOLIDATION - Périodes de : 01/2024 à 12/2024					
Subventions d'investissement	Subventions d'invest. au 31/12/2023 (1)	Augmentations 2024 (2)	Diminutions 2024 (3)	Subventions reçues dans l'année (2)-(3)	Subv. d'invest. au 31/12/2024 (1)+(2)-(3)
<b>Subventions d'équipement (c/131 et 1391)</b>	<b>171 574,74</b>	<b>81 040,78</b>	<b>34 435,82</b>	<b>46 604,96</b>	<b>218 179,70</b>
13110000 SUBV EQUIP	316 297,85	0,00	0,00	0,00	316 297,85
13111000 SUBVENTION EQUIPEMENT SITE VICTORIA	74 742,56	0,00	0,00	0,00	74 742,56
13112000 SUBVENTION EQUIPEMENT ACT PEDIATRIQ	0,00	30 000,00	0,00	30 000,00	30 000,00
13113000 SUB INVESTISST CAF MULTI ACCUEIL	0,00	34 916,00	0,00	34 916,00	34 916,00
13910000 REPRISE Q/P SUBV	-219 465,67	16 124,78	12 214,29	3 910,49	-215 555,18
13911000 SUBV.EQUIP.REPRISE VICTORIA	0,00	0,00	6 851,40	-6 851,40	-6 851,40
13912000 SUBV EQUIP REPRISE ACT PEDIATRIQUE	0,00	0,00	2 509,37	-2 509,37	-2 509,37
13913000 SUBV EQUIP REPRISE MULTIACCUEIL	0,00	0,00	12 860,76	-12 860,76	-12 860,76
<b>TOTAL Subventions d'équipement</b>	<b>171 574,74</b>	<b>81 040,78</b>	<b>34 435,82</b>	<b>46 604,96</b>	<b>218 179,70</b>
<b>TOTAL SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT</b>	<b>171 574,74</b>	<b>81 040,78</b>	<b>34 435,82</b>	<b>46 604,96</b>	<b>218 179,70</b>
<b>Quote-part des subv. d'invest. virée au résultat de l'exerc. (c/777)</b>	<b>22 265,15</b>	<b>34 435,82</b>	<b>16 124,78</b>	<b>18 311,04</b>	<b>40 576,19</b>
77700000 Q/P SUBV EQUIP INSCR RESULTAT	22 265,15	34 435,82	16 124,78	18 311,04	40 576,19

## Fonds reportés et dédiés

### Fonds dédiés

Ces sommes sont reportées au compte de résultat au fur et à mesure de leur utilisation avec pour contrepartie les comptes d'utilisation de fonds dédiés, poste « *Utilisations des fonds dédiés* » dans les Produits au compte de résultat. L'article 132-1 du règlement n°2019-04 précise qu'à la clôture de l'exercice, sont comptabilisés en fonds dédiés, si les conditions prévues à l'article 132-1 du règlement ANC n° 2018-06 sont satisfaites et en particulier leur affectation par l'autorité de tarification à un projet défini, les montants non utilisés provenant des contributions accordées par l'autorité de tarification.

Les projets qui n'ont pu être réalisés au cours de l'exercice et dont l'exécution est différée sur l'exercice suivant sont répertoriés dans le tableau ci-dessous :



Utilisation						A la clôture de l'exercice 2024	
Variation des fonds dédiés	A l'ouverture de l'exercice	Reports	Reprise = Utilisation	Dont remboursements	Transferts suite à fusion	Montant global	Dont fonds dédiés correspondant à des projets sans dépense au cours des deux derniers exercices
DDCS AMORT - AIS BLANQUI	15 812,68		6 651,37			9 161,31	
URGENCE - DROIT COMMUN	739 582,77	43 511	355 000			428 093,86	
MIGRANTS - AIS BLANQUI	307 843,87	2 155	7 844			302 154,79	
NUITEES HOTELIERES URGENCE	0,00	23 001				23 000,59	
PLAN DE RELANCE - AIS BLANQUI *	21 511,07					21 511,07	21 511,07
SIAO 115 - AIS BLANQUI	43 018,67	115 610,08	68 094			90 534,53	
SIAO METROPOLE Poste commission	19 964,85	6 052,04				26 016,89	
CEJIR SIAO	20 114,87		20 115			0,00	
SIAO FONCTIONNEMENT	19 534,25		19 534			0,00	
SDAL LOGEMENT D'ABORD	380 161,34	180 626	232 500			328 287,64	
IML CONTENTIEUX	0,00	6 040				6 040,00	
ABRI DE NUIT	14 031,60	19 416				33 447,69	
PENSION FAMILLE - & TRAVAUX	396 936,60		93 429			303 508,01	
PROTECTIONS HYGIENIQUES	7 912,72		4 641			3 271,95	
FAMILLES UKRAINE	753 514,08	125 357				878 871,55	
TAXIS FVV EN MILIEU RURAL	7 353,08		3 178			4 175,48	
URGENCE FVV CONJUGUALE	283 505,50	104 783				388 288,13	
SIME	254 591,19	1 668	140 000			116 258,89	
SEAL	137 673,37	16 216				153 889,53	
Diagnostics CAAPEX Dijon Métropole	7 274,20		274			7 000,12	
DIAGNOSTICS CD	0,00	2 665				2 665,27	
PROJET RESTRUCTURATION	88 616,00		76 136			12 479,91	
LOGICIELS MISE EN PLACE	0,00	31 748				31 748,00	
PSYCHO CHRS ARS	0,00	3 418				3 417,70	
DOMICILIATION - SADI CARNOT avec SQUAT	49 412,88	30 954				80 366,71	
BONS DE TRANSPORT - SADI CARNOT	2 598,10		2 465			132,97	
PROJET ACCELAIR - SADI CARNOT	42 917,72	2 625	42 918			2 624,70	
FONDATION ORANGE	3 649,81					3 649,81	
PROJET COACH - SADI CARNOT	53 654,87		13 186			40 469,03	
RENFORT INFIRMIER - SADI CARNOT	28 786,47	10 655	28 786			10 655,19	
MACHUREAU ACCUEIL - SADI CARNOT	54 641,94	20 214	30 200			44 655,61	
RENFORT HIVERNAL	22 044,87					22 044,87	
ALLER VERS tranquillité publique	27 617,71	95 348	100 235			22 730,31	
MIEUX MANGER POUR TOUS	4 062,01	1 389				5 451,13	
PSYCHOLOGUE ARS	0,00	6 707				6 707,47	
PROJET O2R	0,00	16 576				16 576,00	
LDA LE PAS	7 804,07		500			7 304,07	
ACCUEIL DE JOUR LE PAS	29 885,02		10 284			19 600,67	
LUTTE PROSTITUTION (02-16)	7 620,36	3 316				10 935,88	
AIDE AUX FEMMES (02-17)	20 630,96		10 261			10 369,54	
PSYCHO ARS	283,76	4 064				4 347,28	
AGRASC (02-19)	0,00	59 737				59 736,85	
ALTHEA CPCA	92 748,88	5 017				97 765,96	
ALTHEA - S/LEGS ET DONS	3 000,00	0	0			3 000,00	
FDS DED SUR RESS DON ASSOC QUALITEL	0,00	12 000	0			12 000,00	
TOTAL	3 970 312,14	950 867	1 266 232	0	0	3 654 946,96	21 511

(\*) Fonds dédiés de plus de 2 ans

Lorsqu'une ressource inscrite, au cours de l'exercice, au compte de résultat dans les produits, n'a pu être utilisée en totalité au cours de cet exercice, l'engagement d'emploi pris par l'entité envers le tiers financeur est inscrit en charges sous la rubrique « reports en fonds dédiés » et au passif du bilan sous le compte « fonds dédiés ».

Les reports réalisés au cours de l'exercice correspondant aux soldes non utilisés des projets se montent à 950 867 €. Les sommes reprises au cours de l'année 2024 se montent à 1 266 232 €. Des fonds de plus de 2 ans dédiés à l'origine à une subvention liée à un plan de relance font l'objet d'échanges avec l'Etat pour connaître la suite à donner.

## Tableaux de variation des provisions

Un tableau des provisions est présenté suivant le cadre général ci-dessous, suivi d'un détail « Aménagement du cadre général » indiquant la ventilation des dotations et des reprises.

	Situations et mouvements (b)			
	A	B	C	D
Rubriques (a)	Provisions au début de l'exercice	Augmentations	Diminutions	Provisions à la fin de l'exercice (c)
Provisions réglementées	420 491 €	9 227 €		429 718 €
Provisions pour risques	12 920 €		12 920 €	
Provisions pour charges	538 480 €	105 576 €	108 287 €	535 769 €
Dépréciations comptes clients	41 503 €	37 779 €	23 516 €	55 766 €
<b>Total</b>	<b>1 013 394 €</b>	<b>152 582 €</b>	<b>144 723 €</b>	<b>1 021 253 €</b>

Le tableau de variations des provisions met en évidence les provisions réglementées et les provisions pour risques et charges, ainsi que les dépréciations des comptes clients.

L'Association comptabilise (dotations) les provisions **règlementées** suivantes lorsqu'elles sont pratiquées dans le compte administratif de nos ESSMS gérés :

- Provisions pour couverture du besoin en fonds de roulement des ESSMS (réserve de trésorerie),
- Provisions afférentes aux plus-values nettes de cessions d'actifs (immobilisés, circulants) des ESSMS
- Provisions pour produits financiers des ESSMS (placements possibles de trésorerie ESSMS sans risque de dépréciation), dotation contrepartie des produits financiers.

Les provisions règlementées correspondent principalement aux provisions réglementées pour produits financiers à hauteur de 391 801 €, à des réserves pour Fonds de Roulement et couverture de BFR à hauteur de 10 000 € et à des différences sur réalisation d'actif pour 27 917 €.

La provision pour charges correspond à une provision pour engagements de retraite. Elle tient compte du changement de calcul en 2020. Plusieurs paramètres sont retenus : âge du salarié, ancienneté, taux d'augmentation de salaire, taux d'actualisation.

Les dépréciations pour compte clients tiennent compte de reprises des provisions de 2023 pour 23 516 €, car des paiements ont été réalisés et des créances sont devenues irrécouvrables. Sur 2024 de nouvelles dotations sont constituées pour un montant de 37 779 € pour risque éventuel de non-recouvrement de certaines créances.

## Dettes

### Emprunts et autres dettes assimilés

Rubriques	Total	A 1 an au plus	Entre 1 et 5 ans	Plus de 5 ans
Emprunt réhabilitation GENLIS	10 352 €	8 590 €	1 763 €	
Emprunt CAF – PREVENTION	6 750 €	2 250 €	4 500 €	
Emprunt Crédit Mutuel - LARPE	116 248 €	23 472 €	92 776 €	
Emprunt Crédit Coopératif - Association	467 127 €	17 426 €	76 703 €	372 997 €
Total	600 477 €	51 738 €	175 742 €	372 997 €

Ne sont pas compris les dépôts et cautionnements reçus des usagers pour 7 276 € et les intérêts courus sur emprunts de 4 532 €.

L'emprunt souscrit par la Prévention auprès de la CAF d'un montant de 19 471 euros a été accordé à titre d'acompte sur les travaux. Le solde a été versé en 2019 pour un montant de 3 029 €, ce qui a porté le montant de l'emprunt à 22 500 euros sans intérêts, remboursable sur 10 ans avec un remboursement annuel de 2 250 €.

Un nouvel emprunt a été souscrit en juin 2023 pour l'acquisition des bureaux Ez Penottes, qui deviendra le nouveau siège de l'association. Cet emprunt s'élève à 488 000€, remboursable sur 20 ans.

### Précisions sur d'autres dettes

#### Dettes sociales et fiscales

Elles s'élèvent à 2 098 463 € et correspondent aux postes suivants :

Rémunérations dues	135 125 €
Dettes congés payés et charges sociales afférentes	1 104 212 €
CET	122 929 €
Personnel CAP – CDD	162 845 €
Organismes sociaux	479 952 €
Dettes fiscales	93 401 €

#### Autres dettes

Les autres dettes se montent à 190 920 €.

Elles correspondent essentiellement aux charges à payer pour un montant de 164 134 € et à des sommes dédiées aux usagers pour 26 786 €.

## État des échéances des créances et des dettes

CA Etat des Échéances des Créances et des Dettes				
Dossier : CON - CONSOLIDATION - Périodes de : 01/2024 à 12/2024				
Libellé	Montant brut 2024	Moins d'un an	Un an et plus	
<b>CREANCES (a)</b>				
<b>Créances de l'actif immobilisé :</b>				
Créances rattachées à des participations(25-26)	0,00			
Prêts (274)	208 173,00	0,00	208 173,00	
Autres immobilisations financières (271à 273, etc)	350 604,77	33 228,52	317 376,25	
<b>Créances de l'actif circulant :</b>		Moins d'un an	Un an et plus	
Créances clients et comptes rattachés (411 à 418)	1 334 926,60	1 334 926,60	0,00	
Autres créances clients (4096,4097, etc)	142 417,88	142 417,88	0,00	
Personnel et comptes rattachés (421,)	306,48	306,48	0,00	
Sécurité sociale et autres organismes sociaux (43 sauf)	626,16	626,16	0,00	
Etat et autres collectivités publiques (44 sauf)	563 905,51	563 905,51	0,00	
Autres				
Charges constatées d'avance (486)	78 588,86	78 588,86	0,00	
<b>TOTAL CREANCES</b>	<b>2 679 549,26</b>	<b>2 154 000,01</b>	<b>525 549,25</b>	
<b>DETTE (b)</b>		Moins d'un an	De 1 an à moins de 5 ans	5 ans et plus
Emprunts obligataires convertibles (161)	0,00			
Autres emprunts obligataires (163)	0,00			
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédits (164 ..)	598 258,77	54 019,60	171 241,75	372 997,42
Emprunts et dettes financières divers (165...-17)	14 025,84	9 525,84	4 500,00	0,00
Dettes fournisseurs et comptes rattachés (401,403,408)	565 876,98	565 876,98	0,00	0,00
Personnel et comptes rattachés (421,)	1 171 794,27	1 171 794,27	0,00	0,00
Sécurité sociale et autres organismes sociaux (43 sauf)	833 268,51	833 268,51	0,00	0,00
Etat et autres collectivités publiques (44 sauf)	93 400,70	93 400,70	0,00	0,00
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés (269,279,404,405)	0,00	0,00	0,00	0,00
Autres dettes (solde créditeur 409, 41, 45, 46, ... )	190 919,95	190 919,95	0,00	0,00
Produits constatés d'avance (487)	221 643,92	221 643,92	0,00	0,00
<b>TOTAL DETTES</b>	<b>3 689 188,94</b>	<b>3 140 449,77</b>	<b>175 741,75</b>	<b>372 997,42</b>

## Informations relatives au Compte de résultat

### Résultats par activité ou établissement

Déficit ou excédent de l'exercice	Déficit	Excédent
<b>Gestion propre (= libre)</b>		
○ Adefo - Association	84 922,67 €	
○ Adefo – Service Le PAS - AIS		0,00 €
○ Adefo – Sadi Carnot – AIS		6 931,35 €
○ Adefo – Blanqui - AIS		72 281,54 €

○ Adefo – Multi accueil/Conseil Départemental - Parentalité		16 313,01 €
○ Adefo - Althéa		13 559,18 €
○ Adefo - Larpe		82 207,25 €
TOTAL	84 922,67	191 292,33 €
<b>Résultat – gestion non contrôlée</b>		<b>106 369,66 €</b>
<b>Gestion sous contrôle de tiers financeurs</b>		
○ Adefo – CHRS Blanqui	6 686,25 €	
○ Adefo - Siège		132 684,38 €
○ Adefo - Service de Prévention Familiale	18 592,61 €	
○ Adefo – CHRS Sadi Carnot	5 197,14 €	
○ Adefo – CHRS Le Pas	1 632,70 €	
○ Adefo – Mineurs non accompagnés (MNA) COLLECTIF	190 445,94 €	
○ Adefo – Mineurs non accompagnés (MNA) DIFFUS	8 674,99 €	
○ Adefo – Service AEDR		71 860,45 €
○ Adefo – Service ACT PEDIATRIQUES		23 822,89 €
○ Adefo – Service AEDJM	34 981,05 €	
TOTAL	266 210,68 €	228 367,72 €
<b>Résultat – gestion contrôlée</b>	<b>37 842,96 €</b>	
<b>Résultat de l'exercice</b>		<b>68 526,70 €</b>

● Décomposition en euros du résultat Adefo AIS Blanqui d'un montant de 72 281,54 €.

- Parents isolés et enfants de moins de 3 ans : Excédent de 527.83 €
- Hébergement d'urgence des demandeurs d'asile Excédent de 25 929.26 €
- Pole Logement (SIME, SEAL, SDAL) Excédent de 13 960.37 €
- LHSS VDS/HCO Excédent de 25 614.27 €
- CEJJR HCO Excédent de 7 296.34 €
- Pension de Famille Déficit de 1 046.53 €

Toutes les autres sections analytiques présentent un résultat à zéro.

## Passage du résultat comptable au résultat administratif (gestion sous contrôle de tiers financeurs) et autres informations sur les comptes des établissements sociaux et médico-sociaux

Les établissements suivants sont sous contrôle de tiers financeur : CHRS Blanqui, CHRS Le Pas, CHRS Sadi Carnot, Service de Prévention Familiale, Service des mineurs non accompagnés Collectif et MNA DIFFUS, Service AEDR, Service ACT Pédiatriques, Service AEDJM et le Siège.

Tableau de passage entre résultat comptable et résultat administratif par établissement

En euros	CHRS Blanqui	CHRS Le Pas	CHRS Sadi Carnot	Service de Prévention Familiale	Service AEDR	Mineurs non accompa- gnés (MNA) COLLECTIF	Mineurs non accompa- gnés (MNA) DIFFUS	Service AEDJM	Service ACT Pédiatri- ques	Siège
Résultat comptable	- 6 686 €	- 1 633 €	- 5 197 €	- 18 593 €	+ 71 860 €	- 190 446 €	- 8 675 €	-34 981 €	+ 23 823 €	+ 132 684 €
Reprise des résultats antérieurs										
Provision congrés payés refusée	+ 72 119 €	+ 7 541 €	+ 26 394 €	+ 10 582 €	+ 11 563 €	+ 16 153 €	+ 10 621 €		+ 7 739 €	+ 15 367 €
Excédent affecté au financement des mesures d'exploitation										
Reprise sur réserve de compensation des déficits				+ 549 €						
Résultat administratif	65 433 €	+ 5 908 €	+ 21 197 €	- 7 462 €	+ 83 423 €	- 174 293 €	+ 1 946 €	-34 981€	+ 31 562 €	+ 148 051 €

## Produits du compte de résultat

### Cotisations sans contrepartie

Les cotisations sans contrepartie sont les cotisations sans autre contrepartie que la participation à l'assemblée générale, la réception de publication ou la remise de biens de faible valeur.

Les cotisations sont comptabilisées en produit lors de leur encaissement effectif.

### Produits de tiers financeurs

#### Concours publics

Un concours public est une contribution financière apportée par une autorité administrative en application d'un dispositif législatif ou réglementaire (par opposition à la subvention, attribuée de façon facultative et objet d'une décision particulière).

### Subventions

Les dépenses engagées avant que l'Association ait obtenu la notification d'attribution de la subvention sont inscrites en charges sans que la subvention attendue puisse être inscrite en produits.

Les conventions d'attributions de subvention comprennent généralement des conditions suspensives ou résolutoires. Tant qu'une condition suspensive persiste, la subvention ne peut être comptabilisée en produits.

Constituent des subventions les contributions facultatives de toute nature, valorisées dans l'acte d'attribution, décidées par les autorités administratives et les organismes chargés de la gestion d'un service public industriel et commercial, justifiées par un intérêt général et destinées à la réalisation d'une action ou d'un projet d'investissement, à la contribution au développement d'activités ou au financement global de l'activité de l'organisme de droit privé bénéficiaire.

Les subventions d'exploitation sont comptabilisées en produit lors de la notification de l'acte d'attribution de la subvention par l'autorité administrative.

La fraction de subvention dédiée à un projet qui n'a pu être utilisée conformément à son objet au cours de l'exercice est comptabilisée dans le compte de charges « *Reports en fonds dédiés* » en contrepartie du passif « *Fonds dédiés sur subvention d'exploitation* ».

La fraction d'une subvention pluriannuelle rattachée à des exercices futurs est inscrite à la clôture de l'exercice en produits constatés d'avance.

Les risques d'indus/de reversement de subvention sont enregistrés en « *Provisions pour risques et charges* »

### Tableau des subventions

Nature du concours ou de la subvention	CD	Etat	Collectivités territoriales	Caisse d'allocations familiales	Autres
Concours publics	2 941 099 €	3 267 306 €			
Subvention d'exploitation	617 891 €	5 714 335 €	151 678 €	180 659 €	696 684 €

#### \* les Dotations globales (6 208 405 €) représentent 34.69 % des produits

- l'Etat finance par dotation globale les 3 CHRS : Blanqui (2 058 660 €), le Pas (160 737 €) et Sadi-Carnot (1 029 909 €), soit 3 249 306 €, auxquels s'ajoutent 18 000 € de crédits non reconductibles.

- le Conseil Départemental finance le service de la Prévention Familiale (803 816,25 €), le service AEDR (412 501,93 €), le service MNA Collectif (1 087 999,16 €), le service MNA Diffus (579 423,80 €) et le service AEDJM (57 358,10 €) soit 2 941 099,24 €.

Les subventions accordées ont baissé de 705 716 €. Cette variation s'explique de la façon suivante :

		2024	2023	Variation
74100000	SUBVENTIONS	0,00	880 378,99	-880 378,99
74101000	SUBVENTION ETAT	0,00	83 002,00	-83 002,00
74102000	SUBVENTION MINISTERE JUSTICE	86 540,00	8 000,00	78 540,00
74103000	SUBVENTION ALT	310 989,35	0,00	310 989,35
74104000	SUBVENTION FNAVDL	369 432,00	0,00	369 432,00
74105000	SUBVENTION FIPDR	38 000,00	0,00	38 000,00
74106000	SUBVENTION DREETS	58 490,00	0,00	58 490,00
74107000	SUBVENTION DRDFE	331 758,78	0,00	331 758,78
74108000	SUBVENTION DDETS	4 909 373,66	0,00	4 909 373,66
74110000	Subventions DDETS	0,00	5 467 192,02	-5 467 192,02
74113000	DDETS SUBV ALT	0,00	682 007,52	-682 007,52
74120000	SUBVENTION DU DEPARTEMENT	617 891,00	621 678,88	-3 787,88
74130000	SUBVENTIONS MAIRIES, CCAS, COM COM	151 678,08	77 239,00	74 439,08
74140000	SUBVENTION CPAM/ARS	266 435,11	10 000,00	256 435,11
74150000	SUBVENTION MSA	0,00	180 273,76	-180 273,76
74160000	SUBVENTION CAF	180 658,72	0,00	180 658,72
74800000	Subvention CAF	0,00	57 190,87	-57 190,87
74840000	AIDE FORFAITAIRE A L'APPRENTISSAGE	17 500,00	0,00	17 500,00
74880000	SUBVENTIONS AUTRES ORGANISMES	22 500,00	0,00	22 500,00
	<b>Total</b>	<b>7 361 246,70</b>	<b>8 066 963,04</b>	<b>-705 716,34</b>

Il est à noter que pour cette année 2024, une mise à jour du plan comptable a été effectué sur les comptes, par conséquent, une discordance, au niveau des comptes de subvention, est observée entre 2023 et 2024.

**\* les Subventions (7 361 247 €) représentant 41.13 % des produits,**

**Les subventions de l'Etat (DDETS) d'un montant total de 4 967 863,66 € financent :**

- **L'investigation, l'accueil, l'orientation dans le cadre du SIAO**, action que l'ADEFO exerce au nom de l'Etat et en collaboration avec toutes les associations intervenant en faveur des populations défavorisées pour l'orientation de celles-ci.
- **L'urgence et les structures qui lui sont liées**, les migrants, l'abri de nuit, les femmes victimes de violence, l'accompagnement de personnes en situation de grande marginalité dans le cadre d'un lieu de vie innovant à dimension collective (Machureau)
- **Le logement** avec la pension de famille, le logement d'abord à Dijon, l'agglomération dijonnaise, le Val de Saône et la Haute Côte d'Or
- **L'élection de domicile des personnes sans résidence stable, la mise à l'abri des personnes seules vulnérables,**
- **L'hébergement des demandeurs d'asile (HUDA)**



- **La coordination** du parcours d'accompagnement global des bénéficiaires d'une protection internationale (BPI) hébergés ou domiciliés sur le CHRS d'Urgence Sadi Carnot
- **Le dossier « Mieux Manger pour tous » pour 58 490 €.**
- **Aide de l'état pour la prime SEGUR.**

La DDETS soutient également l'ALT pour 310 989,35 €.

La DRDFE, quant à elle, finance le CPCA pour 196 972 €, le petit collectif FVV pour 20 000 €, l'accompagnement à la sortie de prostitution : 27 786,78 €, le dossier AGRASC de 79 000 €, des aides pour ALTHEA pour 8 000 €.

Le FIPD aide ALTHEA pour 38 000 €.

Le FNAVDL apporte son soutien à hauteur de 369 432 €. (Le FNAVDL bailleurs pour le service SEAL pour 223 574 € et 145 858 € par le FNAVDL pour le dispositif logement)

**Les subventions du Conseil Départemental d'un montant total de 617 891 € financent :**

- La petite enfance pour le travail sur la **parentalité** pour 84 819 €,
- Les **parents isolés avec enfants de moins de 3 ans** pour 495 072 €
- L'évaluation sociale pour les **ménages menacés d'expulsion** de leur logement par des travailleurs sociaux, dans le cadre des diagnostics CCAPEX pour 20 000 €.
- Les taxis mis à disposition des personnes victimes de violence en milieu rural pour 3 000 €.
- La subvention apportée à ALTHEA pour 15 000 €.

**La CAF accorde des subventions d'un montant total de 180 658,72 €, sans compter les prestations de service universel (PSU) à hauteur de 430 094,35 €.**

- Le **multi accueil** pour 67 049,67 €
- Une subvention CAF sur la Prévention Familiale pour 13 410 €
- Une subvention de **fonctionnement** de 40 000 € **pour Althéa**
- **Pour LARPE : 60 199,05 €**

**Des subventions pour un montant total de 151 678,08 € ont été accordées par les collectivités pour :**

- le soutien scolaire au Service de Prévention Familiale par **la ville de Dijon** pour 13 700 €.
- la prise en charge des remboursements d'emprunt de la maison de Larpe sous forme de subvention de fonctionnement par **la ville de Dijon** pour 30 000 €.
- Le financement d'un poste de secrétariat au SIAO21 pour 29 750 € par DIJON METROPOLE
- Le financement de mesure CCAPEX pour 22 000 €.
- Le soutien au fonctionnement de l'établissement Althéa par le CCAS de Chenôve, Dijon métropole et la mairie de Dijon pour un montant total de 4 200 €.
- La communauté de communes du Val de Saône avec 10 000 €.
- La commune de Genlis : 4 000 €
- Des subventions du CCAS de Dijon pour le dispositif « Aller vers » pour 38 028,08 €.

Diverses autres subventions ont été accordées pour **352 975,11 €** afin de :

- maintenir ou restaurer des liens entre un parent et l'enfant à LARPE dans le cadre de rendez-vous volontaires ou ordonnés par les juges pour 56 540 €, subvention attribuée par la **Justice**.
- maintenir et développer, sur Althéa, les interventions thérapeutiques auprès des auteur(e)s de violences conjugales et familiales dans le cadre des groupes de paroles à visée thérapeutique, des entretiens individuels et des stages de responsabilisation pour 30 000 € par le **SPIP**, pour 8 000 € par la **CPAM**.
- **L'ARS, quant elle, a financé des postes de psychologues sur les 3 CHRS pour 108 625 €.**
- **L'ARS est également le financeur des ACT Pédiatriques et a apporté son soutien pour 133 241 €.**
- Et elle finance également un projet sur **l'addictologie en VDS d'un montant de 16 569.11 €.**

Enfin, pour conclure sur les subventions, nous avons également reçu 17 500 € d'aide pour l'embauche de jeunes en contrats d'alternance ou de professionnalisation et 22 500 € par des fondations (Fondation MACIF pour 2 500 € et La Fondation de France pour 20 000 €).

## Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges

Reprises

- Sur dépréciation de créances : 23 516 €
- Sur provisions pour risques et charges : 121 207 €

La reprise de provision sur la dépréciation de créances concerne essentiellement l'établissement Blanqui. La reprise sur provision pour risques et charges concerne le réajustement du calcul de l'indemnité de départ à la retraite.

## Produits du compte de résultat

### Produits exceptionnels

Il s'agit de produits exceptionnels sur des opérations en capital avec 18 311 € de quote-part de subventions reprises au compte de résultat.

Des produits exceptionnels sur des opérations de gestion ont été constatés pour 51 914 € ; cela concerne principalement des apurements de comptes sur des années antérieurs à 2021.

### Informations relatives aux dirigeants

L'Association a un budget annuel supérieur à 150 000 € et reçoit plusieurs subventions de l'État, de collectivités territoriales dont le montant est supérieur à 50 000 €

Le montant total des « *rémunérations des trois plus hauts cadres dirigeants bénévoles et salariés ainsi que leurs avantages en nature* », hors les départs (Directrice SIAO et DAF), s'est élevé à 184 841 € en 2024. La Directrice générale a bénéficié à compter de mai 2024 d'un véhicule de fonction (soit 1 238,64 € brut).

## Informations relatives à l'effectif

L'effectif moyen salarié de l'entité se décompose ainsi, par catégorie, en ETP (hors stagiaires rémunérés et contrats aidés).

	Personnel salarié
Cadres	26,50
Agents de maîtrise et Techniciens	83,54
Employés/Ouvriers	72,07
Total	182,11

## Autres informations relatives aux opérations et engagements hors bilan

- Un emprunt de 83 000 € a été contracté en 2011 pour les travaux de rénovation de l'immeuble situé à Genlis. Une garantie a été prise sur l'emprunt par la souscription au fonds de garantie mutuel des organismes sanitaires et sociaux à hauteur de 3% soit 2 490 € en 2011.

Au 31 décembre 2024, la valeur est de 1 950,40 €.

- Un emprunt de 387 000 € a été contracté en 2009 par l'Association LARPE pour le financement d'une maison d'accueil et des travaux d'aménagement à Dijon. Dans le cadre de la fusion, ce bien a été repris. Une garantie a été prise sur l'emprunt par la caution de la ville de Dijon.
- Un nouvel emprunt a été souscrit en juin 2023 pour l'acquisition des bureaux Ez Penottes, qui deviendra le nouveau siège de l'association. Cet emprunt s'élève à 488 000€, remboursable sur 20 ans. Une garantie a été prise par un nantissement sur compte-titres à hauteur de 97 600 €.